

GAUCHEBDO

SUCCESEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 10 • SPÉCIAL JOURNÉE DES FEMMES • 6 MARS 2015 • CHF 3.-

Le féminisme n'est pas mort, mais bien vivant!
Nous l'avons rencontré pages 2 & 3



Rencontre avec les résistantes de Kobané, en première ligne contre la barbarie de l'Etat islamique page 8



Berset, remballe ton paquet!

RETRAITES • Du relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans à la suppression des rentes de veuves sans enfants, en passant par le renforcement du 2ème pilier au détriment de l'AVS, la contre-réforme libérale du conseiller fédéral Alain Berset contenue dans le paquet «retraites 2020» ne fait qu'aggraver les inégalités.

A la veille de la manifestation du 7 mars à Berne, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) envoie une feuille d'information qui tente de faire croire au féminisme d'Alain Berset. Pas moins de quatre pages veulent prouver l'absence de toxicité du paquet «retraites 2020» pour les femmes. Sans manquer, habile précaution, de brandir comme un paravent l'accord du Conseil fédéral. Alain Berset a répondu à tout: «Il y aura une augmentation du 2ème pilier puisque les femmes travailleront un an de plus.» Monsieur de la Palice n'aurait su mieux dire. «L'accès sera facilité aux femmes puisque le seuil sera baissé de 21'000 à 14'000 francs.» Enfin, c'est attendu depuis 1975! Quant à la suppression des rentes de veuves sans enfants pour économiser 400'000 francs par an? «Cette rente est un vestige d'un modèle social révolu. Aujourd'hui on peut raisonnablement exiger des femmes sans enfants qu'elles exercent une activité professionnelle.» Révolu le modèle social? Sûrement réactionnaire le modèle Berset! Et l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes? «Un âge de référence différencié pour les femmes ne se justifie plus. C'est un privilège fondé sur le sexe.» La messe Berset est dite.

Affaiblir le système par répartition

Mais les faits sont têtus. Ce fameux paquet est une contre-réforme libérale. Il renforce le 2ème pilier et sa funeste capitalisation si chère aux assureurs vie. Une augmentation des cotisations LPP devrait faire grossir de 2,3 milliards le capital de 750 milliards, au moment où on affame le système AVS. Ce sont d'abord les femmes qui trinquent (âge de la retraite, rentes de veuves). Le système exemplaire de répartition du premier pilier est aussi mis à mal avec des projets de flexibilisation et d'interventions antidémocratiques sur les rentes AVS dont déciderait le Conseil fédéral seul, sans votation. Ainsi, selon le rendement du fonds AVS, des mesures automatiques pourraient entrer en vigueur, comme la suspension de l'adaptation au coût de la vie et une hausse des cotisations de 1%, pendant à des coupes de même ampleur.

En augmentant les cotisations pour la LPP, Alain Berset biaise le calcul des rentes. Pour un salaire de 24'000 francs et des cotisations LPP entre 100 et 260 francs par mois selon l'âge, la rente espérée se montera à 480 francs par mois. En revanche, dans l'AVS, une hausse de 1,8% de la cotisation (ou 36 francs par mois) permet une augmentation de la



Où sont les avantages, où est le bien commun? Les femmes ont de bonnes raisons de lever le poing.

Demir Sönmez

rente AVS entre 237 et 470 francs par mois. Où sont les avantages, où est le bien commun?

Le conseiller fédéral ne réfute pas ses compromissions. Dans la NZZ du 22 novembre dernier, il déclare: «Ce paquet contient beaucoup de mesures qui ont été depuis longtemps proposées par les bourgeois: l'élévation de l'âge de la retraite des femmes, la baisse du taux de conversion ou encore les mécanismes d'intervention sur l'AVS. Tout est dedans!» Il peut ajouter à sa liste la diminution de 300 millions par année de la participation de la Confédération au coût de l'AVS, une hausse de 1,5

point de TVA ou encore le refus gouvernemental de l'initiative «AVSplus» qui demande modestement une augmentation de 10% des rentes AVS...

Où est l'égalité pour les femmes?

Le système de l'AVS, que malmène le projet Berset, est pourtant le plus favorable aux femmes, y compris son volet «rentes de survivants pour les veuves et les orphelins». En valeur médiane, les rentes AVS des hommes et des femmes sont proches (20'400 francs par an pour les hommes, 19'800 francs pour les femmes). En revanche, pour le 2ème pilier, les rentes annuelles sont forte-

ment inégalitaires: 32'400 francs et 18'000 francs! En termes de capital aussi, 150'00 francs et 43'772 francs.

On voit aussi que le système helvétique des retraites contraint au maintien au travail certaines catégories jusqu'à l'âge légal de la retraite: ceux et celles qui ont des trajectoires professionnelles discontinues, ceux et celles qui ont des postes peu qualifiés, ceux et celles qui ont connu des ruptures familiales. Les femmes sont les plus nombreuses dans ces trois catégories!

En conclusion, le paquet Berset ne fait qu'aggraver les inégalités. ■

Christiane Jaquet



IL FAUT LE DIRE...

Abolissons le 8 Mars!

En 1910, l'idée d'une journée dédiée aux droits des femmes est lancée par la dirigeante socialiste allemande Clara Zetkin. En 1921, Lénine décrète le 8 mars journée des femmes, en souvenir des manifestations de femmes russes qui contribuèrent à la révolution de février 1917 et à l'abdication du tsar. La journée des femmes est née, même si elle ne sera officialisée qu'en 1977 par les Nations Unies.

Depuis, chaque année, la date est marquée par des manifestations de femmes qui réclament l'égalité et dénoncent les discriminations dont elles sont victimes. Si d'immenses victoires ont été obtenues au cours du temps, certaines revendications reviennent pourtant à chaque fois. Malgré les milliers de femmes qui, 8 mars après 8 mars, descendent dans les rues, les choses ne changent que trop lentement. Serait-ce que, d'avril à février, à gauche comme à droite, on oublie leurs revendications, celles-ci étant reléguées à un second plan? Serait-ce que les femmes sont cantonnées à exprimer, un seul jour par an, leur mécontentement, dans l'espace que l'on veut bien leur accorder? Le projet de réforme des retraites du conseiller fédéral socialiste Alain Berset, véritable attaque contre les femmes, ne vient en tout cas pas démentir ces idées. Si le 8 Mars doit être une occasion pour les féministes de se rencontrer, se renforcer, s'affirmer et crier haut et fort leurs revendications, il est grand temps que celles-ci soient non seulement entendues, mais aussi véritablement écoutées, et ceci tout au long de l'année et dans tous les domaines.

C'est bien dans cette optique que, pour cette journée particulière, *GaucheBdo* a entièrement féminisé son équipe, de la séance de rédaction du lundi à la rédaction des articles, et choisi de donner la parole à des femmes et féministes de différents horizons, qui, toutes, luttent au quotidien pour une société plus égalitaire. Pour toutes les éditions suivantes de notre journal, il s'agira cependant de poursuivre cette démarche, en relayant les propos et revendications des femmes, en réfléchissant à l'usage du langage épique, ou encore en contribuant à susciter la réflexion sur les inégalités structurelles qui continuent de traverser notre société. Afin que tous les jours deviennent journée des femmes et que la date du 8 mars, devenue inutile, puisse être abolie, continuons à crier! Dans cette lutte, tous les médias ont un rôle à jouer.

Juliette Müller

Le féminisme n'est pas mort, au contraire, nous l'avons rencontré

MOUVEMENT • A Genève, Lausanne, Neuchâtel ou au niveau international, les initiatives fleurissent et nous indiquent que le féminisme est bien vivant: les femmes de toutes générations de ce mouvement réfléchissent, créent, affirment leurs convictions et revendiquent. Tour d'horizon.

«Questionner les privilèges des hommes cela dérange»

Nous ne voulons pas que le 8 mars soit une simple journée où la blague est «chérie, aujourd'hui c'est moi qui fais la vaisselle», clament les militantes du jeune collectif féministe vaudois de Feminista. Interview.



Les militantes de Feminista lors d'une action à Lausanne sur le thème de l'exploitation du travail des femmes, notamment dans la vente, en collaboration avec l'association Metis'Arte.

Feminista

Créé le 8 mars 2009 à l'initiative de femmes engagées notamment dans des organisations politiques de gauche et des syndicats, le collectif Feminista, basé à Lausanne, regroupe une vingtaine de jeunes militant-e-s, essentiellement des femmes. Il lutte pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination sexiste à travers des actions créatives et décalées, mais aussi des conférences ou des articles. Un «Feministamm» est également régulièrement organisé dans un café lausannois, pour «refaire le monde sans patriarcat et rencontrer des personnes intéressées par l'association». Travaillant sous forme de collectif, les militantes ont préféré nous répondre de la même façon.

Que représente le 8 Mars pour vous?

FEMINISTA C'est une journée de lutte pour les femmes du monde entier! Nous ne voulons pas que ce soit une simple journée où la blague est «chérie, aujourd'hui c'est moi qui fais la vaisselle». Il reste encore énormément de luttes à mener y compris en Suisse, où les femmes gagnent toujours 20% de moins que les hommes, restent essentiellement en charge du travail domestique et éducatif, et où les violences envers les femmes (au travail, dans la rue et dans la sphère dite privée) sont loin d'être éliminées. Le 8 Mars est un moment propice pour rassembler nos forces et militer. Cette année, on le fera à la manifestation nationale du 7 mars à Berne et le 8 mars avec l'événement du CLACS (Collectif pour la liberté de l'avortement, de la contraception et des sexualités) «Clitoris-moi» (lire en page 5), où plusieurs d'entre nous sont actives.

Aujourd'hui, beaucoup de jeunes dont des jeunes filles rejettent le féminisme, qu'en pensez-vous? Pourquoi le féminisme est-il parfois «mal vu»?

Il en existe effectivement, mais ce ne sont de loin pas que des jeunes. Le féminisme est mal vu parce qu'il est mal connu. A chaque vague féministe il y a eu une vague antiféministe féroce. L'antiféminisme est très prégnant. Il associe les féministes au stéréotype d'une femme «hystérique» détestant les hommes. Beaucoup de personnes (les «dominants») ont intériorisé à décrédibiliser nos luttes. Si les stéréotypes sur les féministes sont aussi tenaces, c'est qu'ils représentent surtout une contre-attaque face à notre volonté de détruire un système de domination! Nous remettons en cause les privilèges des hommes dans notre société et cela dérange.

«Plutôt une diminution générale du temps de travail que des temps partiels occupés uniquement par les femmes»

Après les grands mouvements des années 70, y a-t-il une «relève»?

Oui il y a de la relève! Bien sûr certaines périodes sont moins animées, mais au niveau international on voit que les luttes féministes ont toujours continué à exister! L'année dernière, nous avons organisé avec le CLACS une manifestation sur le droit à l'avortement avec 2'000 personnes dans les rues. Il y avait beaucoup de jeunes, ce qui démontre qu'il y a des personnes conscientes de l'importance de la défense des droits des femmes. Après, il est vrai qu'un quotidien des forces supplémentaires seraient vraiment utiles!

Quelles sont selon vous les luttes prioritaires pour les féministes actuellement?

Nous défendons l'idée de l'autonomie des femmes à la fois par rapport à notre corps mais aussi plus généralement par rapport à notre vie. Il est urgent de lutter contre les politiques néolibérales qui touchent en premier lieu les femmes et les migrant-e-s. Nous voulons une diminution générale du temps de travail plutôt que des temps partiels occupés uniquement par les femmes (60% des femmes en Suisse). Nous luttons aussi pour une revalorisation immédiate des salaires féminins et un salaire minimum. Il ne faut pas que des contrôles, mais des mesures concrètes! Une autre urgence est la lutte contre les violences masculines contre les femmes. 40% des femmes en Suisse ont été victimes au moins une fois de violences physiques ou sexuelles dans leur vie. C'est un sujet tabou qui a trop été laissé de côté, car il touche à la sphère de l'intime et du «privé». Le plus souvent, les violences sexuelles sont en effet exercées par des hommes dans le cadre familial. Pour finir, les droits et les libertés sexuelles et reproductives nous tiennent particulièrement à cœur. Si le sexe est partout, le plaisir féminin n'a aucune visibilité. Nous voulons réaffirmer le plaisir et la liberté de choisir sa sexualité!

Que pensez-vous de la place des thèmes féministes dans les partis de gauche en Suisse et ailleurs...? Par exemple, il y a peu de femmes dans Syriza et Podemos, dont on parle beaucoup maintenant...

C'est une preuve de la nécessité des mouvements féministes dans et en dehors des organisations politiques! L'engagement politique des femmes touche à des enjeux compliqués. On nous apprend depuis l'enfance à être moins intéressées par la politique, ce qui amène à un réel manque de politisation. On se sent moins concernées et à tort moins capables par exemple de se présenter sur des listes! Après, il y a parfois des résistances pour laisser de la place et surtout du pouvoir aux femmes. Dans les partis politiques ou les syndicats, il y a peu d'initiatives nous permettant de participer à la prise de décision encore très hiérarchiques. Mener une vie politique nécessite des relations de couple ou familiales qui laissent du temps et de l'espace, ce qui n'est pas toujours facile à négocier au quotidien. Les organisations doivent aussi s'adapter au fait qu'on ne peut et veut pas toutes être des personnes surengagées dans la politique avec des réunions tous les soirs. Mais ce qui est certain, c'est que les luttes anticapitalistes ne peuvent être menées sans les femmes! ■

Propos recueillis par Juliette Müller

Le prochain Feministamm aura lieu le 1er avril au café de la Couronne d'Or à Lausanne. Pour plus d'informations: feminista.ch

«Nous voulons que les femmes reprennent le pouvoir sur leurs vies par elles-mêmes»

Issue de la rencontre de plusieurs groupes militants à l'échelle européenne, l'association l'Échappée, qui existe à Genève depuis 2011, aide au financement de projets collectifs féministes de terrain qui visent à l'émancipation, la solidarité et la transformation sociale. Rencontre avec Aude Marcia, l'une des membres actives de l'association.



Parmi les projets soutenus par l'association l'Échappée, des chantiers école pour favoriser l'accès des femmes aux métiers du bâtiment.

L'Échappée

C'est suite au constat qu'il était de plus en plus difficile d'obtenir des subventions publiques pour certains projets féministes de «terrain» que l'association l'Échappée a été créée. Issue de la rencontre de plusieurs groupes militants à l'échelle européenne, elle fournit un appui à la recherche de fonds et développe un réseau de donateurs et donatrices disposé-e-s à soutenir différents projets féministes collectifs à vocation émancipatrice et antiautoritaire. Parmi les soutiens de l'association, Anne-Catherine Menetrey ou la conseillère nationale genevoise Maria Roth Bernasconi.

«Nous avons décidé de ne plus parler à la place des gens»

Est-ce que vous luttez aussi au niveau institutionnel? Nous suivons bien entendu ce qu'il se passe, mais avons fait le choix de ne pas travailler à ce niveau. Les acquis législatifs sont importants, mais le cadre de la loi ne suffit pas à changer les mentalités. Nous faisons aussi partie des féministes qui ont décidé de ne plus «parler à la place de gens», comme cela s'est par exemple beaucoup vu dans les débats sur le port du voile, où tout le monde s'exprime sauf les premières concernées. Nous cherchons plutôt à construire une résistance avec les personnes touchées par les rapports de domination et à faire en sorte que chacune ait les moyens de parler pour elle-même. Notre travail se situe vraiment sur le terrain, dans des pratiques d'«empowerment», soit de reprise du pouvoir des femmes sur leur vie, par elles-mêmes et par elles-mêmes.

Que représente la journée du 8 mars pour vous?

AUDE MARCIA C'est bien que le 8 Mars existe et que l'on parle des luttes féministes à cette occasion, mais pour nous, tous les autres jours de l'année sont aussi la journée des femmes! Il ne faut pas oublier cela.

Quels types de projets soutenez-vous?

Nous avons par exemple soutenu une association qui organise des chantiers-école pour favoriser l'accès des femmes aux métiers du bâtiment. Actuellement, nous appuyons un projet de formation de monitrices d'autodéfense. La demande de stages d'autodéfense est élevée, par exemple de la part de centres sociaux de quartier, mais il y a trop peu de personnes formées pour les dispenser. L'autodéfense permet de travailler la question des violences conjugales et professionnelles, ainsi que la question de la confiance en soi lorsque l'on a été éduquée en tant que «sexe faible». Nous prévoyons aussi de soutenir des projets de médias radiophoniques et de presse papier

qui diffusent un discours féministe. Il y a en effet beaucoup d'analyses universitaires et militantes produites sur le sujet, mais peu de moyens pour les diffuser.

des masculinistes, qui voient le féminisme comme une attaque contre les hommes et cherchent à légitimer la domination masculine. Or, les féministes ne sont pas spécialement hostiles aux hommes en tant qu'individus, mais attentives aux structures de domination et avant tout tournées vers le soutien aux dominées. Par ailleurs, certaines personnes ont pensé qu'avec les acquis législatifs, il n'y aurait plus besoin des luttes, il y a eu une certaine professionnalisation et institutionnalisation des combats des années 70, ainsi qu'un fossé générationnel, si bien que la transmission ne s'est pas toujours faite à la nouvelle génération. Pour notre part, nous nous revendiquons féministes et un de nos objectifs est de réhabiliter ce terme.

Justement, après les grands mouvements des années 70, y a-t-il une «relève»?

Il y a toujours eu des féministes, personnellement je suis née en 1980 et j'ai grandi dans un réseau féministe qui a gagné en puissance. Mais c'est sûr que la transmission n'a pas été évidente dans les années 80 et 90. Il y a toujours du boulot!

«On ne demanderait jamais aux ouvriers d'accueillir leur patron dans leur syndicat!»

Quelles sont selon vous les luttes prioritaires pour les féministes actuellement?

Il est primordial de porter attention aux situations différentes, de ne pas écraser certains enjeux avec des priorités unilatérales. Une lutte importante consiste à reconstruire la solidarité. De tout temps, les personnes dominées ont été éduquées à la compétition sous le

regard des dominants. Pour les femmes, cela se retrouve par exemple dans la séduction des hommes. De ce point de vue, la pratique de la non-mixité est intéressante, car elle permet de reconstruire la solidarité entre personnes qui vivent une même oppression et constitue un lieu pour mettre des mots sur ce que chacune vit, réaliser qu'il ne s'agit pas forcément de problèmes personnels mais d'un phénomène social, vécu par d'autres femmes. Certaines personnes la critiquent, mais à titre de comparaison, on ne demanderait jamais aux ouvriers d'accueillir leur patron dans leur syndicat! Ce que nous appelons «l'intersectionnalité» des luttes est aussi important: le sexisme, le racisme, l'homophobie, la transphobie ou les discriminations économiques sont des systèmes imbriqués. Il faut prendre cela en compte.

Pensez-vous que les revendications féministes sont suffisamment portées au niveau politique, notamment par les partis de gauche?

Non. Nous sommes en contact avec beaucoup de femmes qui sont en politique et elles-mêmes disent que c'est difficile, qu'elles subissent des discriminations. Ce n'est pas que rien ne se fait au niveau des partis, mais il y a encore beaucoup de travail. Il suffit de consulter les statistiques sur les inégalités salariales ou les violences conjugales pour s'en rendre compte. ■

Propos recueillis par Juliette Müller

L'Échappée est en permanence à la recherche de donateurs pour soutenir ses projets. Pour plus d'informations: association l'Échappée, c/o Lestime, Rue de l'Industrie 5, 1201 Genève: echappee@riseup.net

De Kobané à Lisbonne, celles qui marchent sont debout

Depuis 15 ans, la Marche mondiale des femmes rassemble des femmes de tous les continents autour de revendications communes. Cette année, la coalition se mobilise notamment autour du thème de la souveraineté alimentaire.

Le 8 mars 2000, des milliers de femmes défilaient dans plusieurs pays du monde contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. Quelques mois plus tard, elles remettaient symboliquement leurs revendications auprès de l'ONU, la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux à New York et Washington. Depuis, la Marche mondiale des femmes (MMF) a été pérennisée en un mouvement permanent et compte aujourd'hui 5'000 groupes dans 164 pays et régions, sur tous les continents. En Suisse, des groupes existent notamment à Lausanne, Genève, Neuchâtel, Fribourg, ainsi qu'à Berne, et sont en cours de création dans d'autres cantons allemands et au Tessin.

Son objectif? «Changer le monde!», explique Marianne Ebel, membre de la MMF à Neuchâtel ainsi que de la coordination suisse du mouvement. Pour cela, la Marche a défini, à un niveau international, quatre champs d'action: les violences faites aux femmes, le maintien du service public et du bien commun, la paix contre la guerre et la défense d'une économie féministe, soit qui reconnaisse que les femmes font beaucoup de travail non reconnu et non rémunéré, comme notamment le travail domestique. La MMF compte aussi sur des «alliés», qui peuvent être des syndicats, des partis, ou des organisations comme la Via Campesina, soit toute organisation qui adhérerait à ses objectifs féministes et anti-capitalistes. «S'il y a des hommes sympathisants, ce sont toutefois toujours les femmes qui dirigent», précise Marianne Ebel.

Le 8 mars prochain, une caravane féministe partira du Kurdistan turc pour terminer son voyage en octobre, 17'000 kilomètres plus loin, au Portugal. Pourquoi le Kurdistan? «Car une femme de Kobané, présente lors d'une des dernières réunions de la Marche, a souligné l'importance de manifester notre solidarité avec la réalité de la région. Justement, il s'agira pour la caravane de rendre visibles tous les lieux où des femmes résistent. Elle va notamment récolter des témoignages. Dans tous les pays qu'elle traversera, une question sera posée aux femmes: as-tu vécu des injustices et as-tu trouvé les moyens d'y répondre? Le résultat donnera une cartographie de la situation des femmes qui luttent», explique Marianne Ebel. Du 14 au 25 mars prochains, la caravane s'arrêtera quelques jours en Suisse, notamment à Genève.

En attendant, les militantes suisses de la MMF seront à Berne pour la grande manifestation du 7 mars prochain, différents événements étant également organisés au



Depuis 2000, les militantes défilent dans le monde entier contre la pauvreté et les violences faites aux femmes.

niveau local, comme à Neuchâtel, où une action de semailles publiques sera réalisée le 8 mars: «Ce sera l'occasion d'informer la population sur le thème de la souveraineté alimentaire, thème choisi par la marche cette année, et sur la façon dont il concerne les femmes. Nous ferons également signer l'initiative d'Uniterre», commente Marianne Ebel. Pour la militante, quels sont les défis actuels du mouvement féministe? «Le défi principal est d'exister, car ce n'est pas facile de s'organiser. Après la double journée

qu'elles effectuent déjà, les femmes ne sont pas toujours prêtes à une troisième, celle de l'engagement politique. Il ne s'agit toutefois pas d'exister pour exister, mais de mettre en place les prémisses d'un autre monde. L'organisation des femmes pour faire entendre leur voix est une chose essentielle, et puis, quand on trouve l'énergie de le faire, cela donne de la force et on vit un peu mieux la réalité de ce monde!» ■

JMr

Plus d'informations: marchemondiale.ch

AGENDA DES MILITANTES

Egalité salariale: ici et maintenant!

Samedi 7 mars à Berne

Manifestation nationale à l'appel d'une vaste alliance emmenée par alliance F et l'Union syndicale suisse (USS). Rendez-vous à 13 h 30 à la Schützenmatte, à 19 h au City Club de Pully et à 19h30 au Filmpodium de Bienne. Je suis Femen est aussi projeté jusqu'au 16 mars au Cinélux de Genève (voir ci-dessous).

Festival du film et Forum international sur les droits humains (FIFDH)

Dimanche 8 mars à Genève

A l'occasion de la journée des femmes, le Festival du film et Forum international sur les droits humains (FIFDH) propose plusieurs films et débats en rapport. Programme sur fifdh.org

Je suis Femen

Dimanche 8 mars à Yverdon, Fribourg, Pully et Bienne

Projection du film *Je suis Femen* d'Alain Margot consacrée à la militante Femen Oxana Shachko le dimanche 8 mars à 10h30 au Cinéma Bel-Air d'Yverdon, à 16h au Cinéma Rex de Fribourg, à 19h au City Club de Pully et à 19h30 au Filmpodium de Bienne. Je suis Femen est aussi projeté jusqu'au 16 mars au Cinélux de Genève (voir ci-dessous).

Femmes, retraites, travail

Judi 12 mars à 20h au Garage, 2 rue de l'Eglise, Neuchâtel

Conférence-discussion avec Christiane Jaquet-Berger, présidente de l'AVIVO, et Alessia Di Dio, rédactrice au Journal Moins! Bar et petite restauration à prix libre, ouverture des portes à 19h. Org. Association pour un centre autogéré populaire (ACAP).

Quinzaine cinématographique au féminin

Jusqu'au 16 mars à Cinélux, Genève

Cette programmation éclectique et originale propose de s'immerger dans le nouveau militantisme féministe venu de l'Est (*Je suis Femen*), de briser les tabous autour des menstruations féminines avec humour et pédagogie (*Moon Inside You* et *Monthlies*), de découvrir le parcours incroyable d'Anemarie Schwarzenbach (*A. Schwarzenbach, une Suisse rebelle*) ainsi que d'analyser le fétichisme féminin pour les chaussures (*God Save My Shoes*). Programme sur cinelux.ch

GAUCHEBDO

Société d'édition de Gauchebdo
Helena de Freitas, présidente hfd@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35
Juliette Müller, coord. de la rédaction jmm@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

IMPRESSUM

«Il faut une autorité pour contrôler les salaires»

INÉGALITÉS • Depuis 34 ans, les différences salariales entre hommes et femmes n'ont pas été comblées. La tendance est même inverse, les écarts se creusant à nouveau. Alors que faire? «Il faut créer une autorité tripartite pour contrôler les salaires», estiment les syndicalistes genevoises.

«L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.» C'est ce qui est clairement inscrit dans la Constitution depuis 1981. Pourtant, quinze ans plus tard, en 1996, il a encore fallu la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes. Sans résultats, hélas! 1981, 1996, ne sommes-nous pas en 2015? Est-ce que cela veut dire que depuis plus de trente ans, malgré des textes et des volontés, il reste encore un long chemin à parcourir? Force est de constater que oui. Aujourd'hui, les femmes sont en colère et la situation doit évoluer. Rappelons que, pour un travail de valeur égale, les femmes gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes.

Le projet Sommaruga est clairement minimaliste

Pour Valérie Buchs, du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT) de Genève, «seul un contrôle de l'Etat efficace peut inverser la tendance». Selon elle, le projet de loi de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga prévoyant d'obliger les employeurs, qui occupent 55 personnes ou plus, à procéder à intervalles réguliers à une analyse des salaires est clairement minimaliste. «Dans le canton de Genève, seules 3,7% des entreprises seraient concernées par les contrôles proposés, ce qui est dérisoire», souligne la secrétaire syndicale. La proposition de publier les disparités dans le rapport annuel des entreprises sans en préciser les chiffres est également très nettement insuffisante; d'une part les rapports annuels ne sont souvent pas lus par les employés, d'autre part ne pas mentionner l'ampleur des écarts est absurde.

L'ampleur, parlons-en: en 2010, le manque à gagner pour les femmes s'élevait à 7,7 milliards de francs, ramené à l'échelle mensuelle cela correspond à 677 francs par mois.

Les inégalités salariales qui persistent en Suisse, dans un système patriarcal et capitaliste qui



Les représentantes genevoises des syndicats et de la Marche mondiale des femmes, de gauche à droite Valérie Buchs (SIT), Manuela Cattani (prés. CGAS), Carolina Eraso-Soler (Marche mondiale) et Audrey Schmid (UNIA), appellent à monter nombreuses à Berne ce samedi 7 mars. M15

opprime les êtres humains et particulièrement les femmes, sont un «exemple de violences structurelles» faites sur le dos des femmes que dénonce Carolina Eraso-Soler de la Marche mondiale des femmes. L'inégalité salariale entraîne d'autres inégalités, notamment dans le couple. La femme gagnant pratiquement toujours moins, c'est son salaire, et par là même sa carrière, qui est sacrifiée lorsqu'il s'agit de réajuster le temps d'occupation, notamment lors de la venue d'un enfant.

Alors que faire? Pour Valérie Buchs, la création d'une autorité publique de contrôle (qui pourrait être tripartite: entreprise, partenaires sociaux et Etat), avec de vrais pouvoirs d'intervention et d'in-

vestigation, représente une étape décisive. Dans un second temps, il est primordial que les sanctions encourues par les entreprises qui ne respecteraient pas la loi soient exemplaires et dissuasives. «On connaît les constantes, il faut maintenant agir», conclut Valérie Buchs.

La Suisse à la traîne sur les pays du Nord

On cite toujours les pays de Nord en exemple. En effet, force est de constater que dans ces pays les femmes peuvent travailler et avoir une carrière tout en étant mère. Ainsi, selon l'OCDE, 76% des mères en Suède travaillent en ayant des enfants de moins de 6 ans. La Suisse, en revanche, traîne en bas du

tableau avec 37%. En effet, les salaires inférieurs, le manque de structures d'accueil pour les jeunes enfants, les horaires scolaires, le manque de cantines, sont autant de paramètres qui empêchent les femmes de pouvoir avoir une activité salariale valorisante et valorisée. Elaborer de vraies politiques d'accompagnement des femmes dans leur vie active permettrait d'y remédier. Nos politiques ne suivent cependant pas l'évolution des mentalités et ne veulent pas accompagner les changements de comportement qui permettraient de libérer les femmes de leur rôle traditionnel au sein de la famille.

En Valais, on a même décidé de faire exactement l'inverse dans le cadre de HarmoS (harmonisation de la scolarité obligatoire). A partir de 2016, le canton a décidé que les après-midis seront libres pour une majorité d'élèves du primaire. Qui va donc devoir prendre en charge les enfants? Qui va devoir s'organiser? Il y aura des structures d'accueil, certes, mais payantes! Le calcul sera simple entre la perte du salaire le plus petit et le coût financier de la structure. Une fois encore, c'est une vision conservatrice et rétrograde de la femme mais aussi plus largement de la famille qui est mise en avant!

Dernier prétexte, le franc fort

Dans le contexte de l'abolition récente du taux plancher, la menace sur les salaires de femmes se fait encore plus concrète. Une centaine de femmes de renom ont ainsi lancé un appel dans un manifeste. Elles craignent que les patrons en profitent pour éviter d'ajuster les salaires des femmes. Le franc fort a bon dos. En plus des problèmes économiques qu'il engendre, il attise les discordes sociales! L'égalité salariale est cependant un droit reconnu par notre constitution, et nous n'y renoncerons pas!

Pour l'égalité salariale, rendons-nous toutes et tous à Berne le 7 mars! ■

Natacha de Santignac

7 mars 2015 Toutes à Berne!

- Pour de véritables contrôles de l'égalité salariale
- Contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes

Tout, vous saurez tout sur le clitoris!

SEXUALITÉS • Ce n'est que dans les années 2000 que la forme réelle du clitoris a été découverte, aucune recherche n'ayant été effectuée sur le sujet avant cela! Dans le cadre de la Fête du Slip, le ClacS (Collectif pour la liberté de l'avortement et de la contraception) organise avec Feminista et le POP Vaud «Clitoris-moi!», une journée de conférence autour de cet organe, ô surprise, encore très peu connu.

Le clitoris, n'est-ce pas ce petit bouton qui, si manipulé correctement, déclenche l'orgasme féminin? Et bien non! Le clitoris n'est de loin pas un bouton, il contient une partie cachée. En effet la partie externe du clitoris, la petite boule qui gonfle hors du capuchon lors de l'excitation, se prolonge en interne par deux bras clitoridiens qui passent sous les grandes lèvres, mesurant en tout jusqu'à 11cm. Le clitoris est aussi bien plus sensible que le pénis. Avec ses 4'000 terminaisons nerveuses de chaque côté, et 8'000 convergeant à son extrémité (le pénis en possède 4 à 6'000), il est l'organe le plus sensible du corps humain.

C'est grâce aux progrès de l'imagerie médicale, au milieu des années 2000, que nous avons pu découvrir la forme réelle de cet organe, aucune recherche n'ayant été effectuée sur le sujet avant cela. Enfin pas tout à fait... Au 4ème siècle, Hippocrate s'était déjà intéressé à l'organe sexuel féminin. Il découvrit que le clitoris était l'organe du plaisir féminin, ainsi que la sécrétion féminine, la cyprine, qu'il compara au sperme masculin, et associa donc de facto à la reproduction. Il était ainsi notoire que les femmes devaient absolument jouir lors des rapports sexuels pour pouvoir enfanter. Malheureusement pour toutes les femmes, au 19ème siècle, un scientifique décrypta les mécanismes de reproduction et l'inutilité du clitoris dans ce domaine. Celui-ci n'a en effet d'autre fonction que d'amener à la jouissance. C'est à ce moment que cet organe disparut des livres d'anatomie. Pire, il sera même diabolisé par Freud et ses adeptes, qui décrivaient le plaisir clitoridien comme enfantin, une vraie femme ne devant jouir que par pénétration vaginale.

Le clitoris, son anatomie et sa fonction sont donc encore très méconnus par la population, femmes y compris. Au vu des attaques contre l'éducation sexuelle, qui fera d'ailleurs l'objet d'un vote du peuple, il semble que pour certains, il devrait le rester. Une initiative cherche en effet à réduire le nombre de cours d'éducation sexuelle et augmenter l'âge pour y avoir accès. Il



Invité spécial de la soirée du 8 mars, le clitoris géant a déjà fait une apparition remarquée au marché de Lausanne.

ClacS

est pourtant primordial de dispenser à tous les enfants à une éducation sexuelle professionnelle,

indépendamment de leur situation familiale, et seule l'école peut permettre un accès égal à ces

connaissances. Il s'agit de leur apprendre la tolérance envers les différentes formes de sexualités, de sexes et d'expressions de genre, comment avoir une sexualité sûre et saine, comment savoir ce qu'on veut et ce qu'on ne veut pas et surtout connaître son propre corps. Ceci est bien le seul moyen de leur permettre, une fois qu'ils l'auront désiré, de faire des choix autonomes, dans le respect de l'autre, de prévenir les abus et d'accéder à une sexualité jouissive et conforme à leurs envies. De plus, vouloir limiter l'information sur la sexualité et le corps est une attaque contre l'émancipation des femmes car on a bien vu que le corps féminin et son appareil génital sont encore très méconnus de beaucoup d'entre nous tout-e-s. Le savoir a toujours été synonyme d'émancipation et donc de liberté. Tout individu doit avoir la liberté de choisir sa sexualité et d'en jouir pleinement et le seul moyen de se sentir libres est de la prendre en main en toute connaissance de cause!

C'est pourquoi le ClacS organise le 8 mars une journée autour du clitoris, avec la diffusion du film *Le clitoris, ce cher inconnu*, qui donnera à toutes les curieuses et les curieux un aperçu de ce qu'est le clitoris dont on parle si peu ou si mal. Un débat-discussion nous permettra d'élargir la question et de parler de sexualité et de plaisir féminin. Ce film sera suivi par un atelier non-mixte, où les femmes auront la possibilité de découvrir leur vulve et leur clitoris, parler de masturbation, se poser la question de la sexualité sans pénétration, évoquer l'orgasme, le plaisir, pouvoir dire ce qu'on aime et ce qu'on aime moins. Un atelier pour échanger sur la sexualité, partager nos expériences, nos questions, briser des tabous et découvrir notre anatomie dans un univers intime et respectueux. Les vulves seront présentes à gogo avec l'exposition de Nathalie Uhlman intitulée «The Vulva Project» et sera aussi présent en *special guest* un clitoris géant. ■

Céline Misiego

«Clitoris-moi!», le 8 mars dès 15h30 au Romandie, Place de l'Europe 1A, Lausanne. Plus d'informations sous: www.le-clac.ch

Le mouvement Ruban blanc n'est pas si rose

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES • Créé pour dénoncer les violences faites aux femmes, le mouvement Ruban blanc flirte dangereusement avec un discours masculiniste, qui tend à nier les inégalités structurelles de genre qui traversent notre société.

Le 7 décembre 1989, les Canadiennes sont abasourdis en découvrant la violence inimaginable à l'égard des femmes, que couve leur société: la veille, un certain G. G., âgé de 25 ans et armé jusqu'aux dents, pénètre dans la salle de l'Ecole Polytechnique de Montréal, où se donne le cours d'ingénierie mécanique. Il se substitue au conférencier, ordonne aux hommes de l'audience de sortir et commence à tirer sur les femmes. Il expliquera qu'il les hait, parce qu'elles sont féministes et deviendront ingénieures, alors que lui mène une vie de misérable. Il tue ainsi froidement quatorze étudiantes, veut recharger son arme et se met à courir, blessant lors de sa course quatorze personnes. Avec un couteau, il achève une victime qui s'était abritée sous une table. Suite à cet événement révoltant, la société canadienne s'interroge. Comment en est-on arrivé là? Des discussions réunissent des militant-e-s des deux sexes, mais aussi des citoyen-ne-s d'autres milieux, où on dénonce les violences exercées sur les femmes. Des hommes marquent leur opposition en portant lors

des jours de commémoration de ce carnage un signe extérieur facilement repérable: le ruban blanc. Le mouvement White Ribbon est né.

Dix ans plus tard, l'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution demandant aux gouvernements mais aussi à des ONG, publiques et privées, de tout mettre en œuvre pour éradiquer les violences faites aux femmes. Le 14 février 2009 naît à Genève Ruban blanc Suisse, grâce aux bons soins de la Fondation Sommet mondial des femmes (WWSF), une organisation non gouvernementale qui jouit d'un statut consultatif auprès de l'ONU. Elle existait déjà à Genève depuis 1991 et se donnait pour but la réalisation des droits des femmes et des enfants, ainsi que la mise en application de l'agenda de l'ONU concernant le développement. Pour populariser et étoffer la campagne contre les violences faites aux femmes, elle a conclu des partenariats avec le Bureau du Délégué aux violences domestiques du Canton de Genève, le Bureau Fédéral de l'égalité, ainsi que d'autres ONG genevoises et des associations telle que Viol-Secours.

La collaboration avec l'OMS, le BIT et Amnesty International lui assure l'accès à des informations précieuses dans le domaine de ses activités. Par ailleurs, elle collabore avec les responsables des campagnes Ruban blanc d'ailleurs.

Ruban blanc Suisse a fourni un travail remarquable durant ses quatre premières années, en grande partie grâce à l'enthousiasme de ses animateurs, dont le couple Pierre et Elly Pradervand. Or, depuis quelques mois, le mouvement se laisse coloniser par des organisations d'hommes, qui se revendiquent de prétendues symétries: «Comme les femmes réclament l'égalité, défendons "notre égalité". Comme elles se sont groupées pour avancer leurs revendications, organisons-nous nous aussi pour défendre "nos" acquis. Elles se disent victimes de violences domestiques, mais nous aussi sommes opprimés par nos conjointes, copines, collègues de travail. Sans parler des jeunes garçons vaincus dans la compétition par les filles avec leurs bonnes performances scolaires d'élèves assidues; il faut parer à cette injustice en instaurant la "discrimination positive" dans l'en-

seignement secondaire, etc.» En décembre 2014, durant la quinzaine d'actions en vue de l'éradication des violences faites aux femmes, la fondation dirigée par Elly Pradervand organisait une conférence sur les différentes formes de masculinité. L'intervenant Hakim Ben Salah ne manque certes pas de titres académiques, mais ce chercheur de l'UNIL a encore un autre job: il est coordinateur romand du *Männerschweiz* (Hommes suisses), qui regroupe des pères divorcés et des idéologues masculinistes, mouvement à l'échelle mondiale qui tend à nier les rapports de pouvoir et les inégalités structurelles de genre qui traversent la société et le contexte de domination patriarcale dans lequel s'inscrivent les violences faites aux femmes. Il est responsable de l'implantation de cette association alémanique en terre romande. Comment le Ruban blanc Suisse s'est-il enchevêtré à cette broussaille-là? Mme Pradervand se serait-elle laissée engourdir par les jérémiades de ces milieux?

Alors que les femmes préparent une rencontre nationale à Berne pour cla-

mer l'égalité salariale et protester contre l'élévation de l'âge de la retraite, Ruban blanc Suisse convoque une rencontre intitulée «Dialogue entre hommes: plus d'égalité, moins de violence?» Je ne pourrai malheureusement pas vous rendre compte de leurs débats, pour la simple raison que la réunion est ouverte aux hommes uniquement. On sait toutefois que celle-ci sera animée par Serge Guinot, responsable de l'association *Pharos-Genève*, qui soutient les hommes victimes de violences conjugales. En 2010, celui-ci affirmait dans la *Tribune de Genève* que «l'homme en est actuellement où en était la femme il y a trente ans» et que «les violences conjugales [vécues par les hommes] sont souvent physiques et psychologiques, mais elles peuvent aussi être sexuelles, en forçant un rapport ou en l'empêchant!»

La Fondation Sommet mondial des femmes mérite-t-elle encore son nom? Les collectivités étatiques devraient à notre avis revoir leur soutien financier à ce vivier de forces hostiles aux droits des femmes. ■

Anna Spillmann

Helvetiarockt, 100% Girrrl Rocker!

MUSIQUE • Dans le rock, la pop ou le jazz, les femmes sont une infime minorité. Une situation que l'association Helvetiarockt a décidé de prendre en main, notamment en organisant des ateliers pour encourager les jeunes musiciennes à monter sur scène.

Une femme batteuse? Bassiste? Guitariste? Vous avez déjà vu ça? Lorsqu'on observe un groupe de rock, de pop ou de jazz sur une scène, le plus souvent, il n'y a que des... mecs! Ou alors une chanteuse, parfois une pianiste ou une guitariste. C'est le constat qu'ont fait les fondatrices de l'association Helvetiarockt. «Il est difficile d'avoir des statistiques précises sur le sujet, mais actuellement, il y aurait seulement 5 à 10% de femmes instrumentistes dans les domaines jazz pop et rock», explique Alexandra Tundo, coordinatrice pour la suisse romande de l'association. Créée en 2009 par deux musiciennes de Suisse alémanique, elle vise à renforcer la présence des femmes sur les scènes suisses, notamment via des projets de soutien à la relève, la mise en réseau des musiciennes, et le lobbying dans les programmes de politiques culturelles. «Notre objectif est de faire passer la proportion de femmes à 30% au moins», précise la coordinatrice.

Mais pourquoi aussi peu de femmes dans les musiques actuelles? Pour Alexandra Tundo, les facteurs de socialisation jouent un rôle important, comme du reste dans d'autres domaines professionnels: «de par leur éducation et socialisation, les femmes sont moins invitées à se mettre en avant, doutent plus de leurs compétences, alors que le leadership est plus encouragé et valorisé chez les hommes. Dans les groupes, les femmes sont souvent chanteuses, domaine où la place leur est laissée, car la voix féminine est unique. Mais sitôt qu'elles jouent d'un instrument, elles sont en concurrence avec les hommes. La place des femmes est plus légitime en tant que chanteuse, même si elles sont également minoritaires dans ce registre. En tant qu'instrumentistes, on les juge plus durement, elles doivent plus faire leurs preuves. Par ailleurs, il y a un manque de modèles femmes». Si l'association ne se définit pas forcément comme féministe, elle veut jeter la lumière sur ce phénomène, tenter d'y remédier et susciter des



Lynn Maring, des groupes The Chikitas et Disagony, fait partie de la minorité de femmes sur la scène rock, pop et jazz.

VD Pictures

questionnements. «Parfois, les gens ne se rendent même pas compte que le monde musical est majoritairement masculin et c'est nous qui leur ouvrons les yeux!», commente Alexandra Tundo.

Outre la mise en contact des musiciennes avec des programmeurs et programmatrices, un des projets phares de l'association est les «Femaleband-workshops», des ateliers encadrés par des musiciennes confirmées, qui visent à encourager les jeunes femmes de 15 à 25 ans qui font de la musique à monter sur scène. Depuis 2014, des ateliers ont été mis en place dans 11 cantons suisses. «Les groupes ne sont composés que de filles, car on constate que s'il y a des hommes, ceux-ci ont tendance à prendre

naturellement le leadership. Les filles se remettent plus facilement en question, ont tendance à se sous-estimer, à dire qu'elles ne jouent pas suffisamment bien, et laisseront la place à un homme. Notre travail est de les encourager et de les outiller» explique Alexandra Tundo. Les ateliers, qui se tiennent une fois semaine, portent sur la musique, la technique, mais aussi l'affirmation de soi dans un groupe et le management. «Pour monter un atelier, le plus difficile est de trouver des percussionnistes et des bassistes. Il y en a peu et elles sont très prises! Il y a donc un travail de fond à effectuer» ajoute encore la coordinatrice.

Lynn Maring, qui anime l'atelier genevois, est

membre du duo rock féminin The Chikitas, du groupe Disagony, et travaille aussi sur un projet solo. Dans le cadre de son parcours, elle dit ne pas avoir ressenti de barrière particulière en tant que femme. «J'ai toujours eu une volonté très profonde de faire de la musique, pour moi c'était comme une évidence», se souvient-elle. Au contraire, elle regrette parfois d'être toujours cantonnée à ce rôle. «Les journalistes nous posent beaucoup plus de questions sur notre position de femme que sur le contenu de notre musique!» Si elle se sent donc clairement musicienne et artiste avant d'être femme ou porteuse d'un combat féministe, elle constate tout de même «qu'il manque des femmes dans les musiques actuelles, et surtout des femmes qui ne sont pas des produits ou des interprètes. L'industrie musicale impose une caricature marketing de la femme, très sexualisée, ce qui n'aide pas». Pour elle, les «Femalebandworkshops» représentent avant tout un lieu d'entraide et d'appui aux jeunes talents, mais le fait qu'ils soient réservés aux femmes «donne aussi l'occasion de lutter contre les clichés, de discuter du fait qu'il n'y a pas besoin d'être comme Rihanna ou Beyonce pour faire de la musique». Justement, être une femme, faire du rock, et ne pas correspondre à ces clichés, est-ce que cela dérange? «Jose espérer que oui!», répond Lynn Maring. Cela contribue à changer l'image des femmes, car elles ne se comportent pas comme la société l'aimerait! ■

Juliette Müller

Samedi 7 mars 2015 à 19h à l'Abri, Genève, soirée «Musiciennes en scène» avec la projection du film *The Punk Singer* de Sini Anderson, qui retrace le parcours de Kathleen Hanna, chanteuse du groupe punk Bikini Kill et du trio Le Tigre, militante féministe et égérie du mouvement des «riot girrrl». Le film sera suivi d'une discussion animée par Helvetiarockt et dès 21h30 par un concert 100% féminin avec Kind of Whis-per (Folk), Lynn Maring (Blues) et le Red Collectif (Hip-Hop) Plus d'informations sur helvetiarockt.ch, thechikitas.com, disagony.com

«Je suis consciente, arrêtez de vouloir me libérer!»

VOILE • «Je porte le voile parce que j'ai envie de le porter. C'est de ma propre initiative», assure Imen. Cette jeune femme engagée qui n'accepte pas qu'on lui dicte sa conduite réagit suite au lancement par l'UDC valaisanne d'une initiative visant à interdire le voile à l'école. Interview.



Agée de 32 ans, Imen est diplômée en communication. D'origine tunisienne, elle vit en Suisse depuis l'âge de 14 ans

Comment réagissez-vous au lancement de cette initiative, vous qui avez justement vécu pendant longtemps au Valais?

IMEN *J'aimerais déjà préciser quelque chose: je trouve cela très frustrant que des personnes qui ne savent visiblement rien de ma religion prétendent vouloir me «libérer». Je suis une femme complètement consciente. Je porte le voile parce que j'ai envie de le porter. C'est de ma propre initiative.*

A votre avis, pourquoi part-on toujours du principe que les femmes qui portent le voile sont forcées de le porter?

C'est plus vendeur! On vit dans une époque de slogans. Si les politicien-nes parlaient des femmes musulmanes épa-

nouies, ça n'intéresserait personne. La politique, c'est un jeu, c'est du show. Et puis, ça permet de camoufler tous les problèmes qu'il y a ailleurs. Ça permet de détourner l'attention des problèmes du logement, des sans-abri, des stages non payés... Bref, des véritables problèmes sociaux et économiques. Alors on se concentre sur les femmes musulmanes en prétendant vouloir les aider, étant donné que depuis quelques années c'est un phénomène de mode.

L'homme blanc hétérosexuel bourgeois au sommet de la pyramide des pouvoirs

THÉORIE FÉMINISTE • La notion d'intersectionnalité, développée par les femmes noires américaines du mouvement Black feminism, permet d'appréhender la façon dont différents systèmes d'oppression se combinent et interagissent dans la société.

La libération des classes laborieuses ne demande pas seulement de briser la domination du capital. Si beaucoup de nos maux sont directement liés à l'exploitation du travail, nous ne sommes pas égaux dans nos discriminations. La notion d'oppressions multiples se retrouve déjà dans les écrits de Marx et d'Engels, comme conséquences du capitalisme, tout comme elle est présente dans le féminisme dès le 19ème siècle, mais c'est vraiment le Black feminism des femmes noires américaines qui a permis de prendre en compte la diversité des discriminations et leurs interactions. Les femmes immigrées et racisées, souvent pauvres, ne se retrouvaient pas dans les discours théoriques de féministes bourgeoisées qui prônaient des formes de luttes et des revendications souvent éloignées de leur réalité quotidienne.

Intersectionnalité désigne l'étude des intersections entre les formes et les systèmes d'oppression. En particulier, le féminisme intersectionnel part de l'analyse que la libération des femmes ne peut pas se faire tant que la majorité des femmes sont victimes d'autres discriminations que le sexisme, et que ces discriminations ne sont pas séparables de leur condition de femme mais interagissent avec elle. Il n'y a plus universalité de la condition féminine, mais diversité de celle-ci. On peut être femme, certes, mais on le vit différemment que l'on soit immigrée, homosexuelle, salariée, chômeuse, handicapée, jeune, âgée, etc.

La notion de *privilege* est importante ici. Un *privilege*, dans ce contexte, n'est pas nécessairement quelque chose que quelqu'un ne devrait pas avoir, mais un avantage qui marque une différence par rapport à une classe discriminée. Le droit de se marier est un *privilege* qui est refusé aux couples de même sexe, et accordé de façon limitée aux personnes immigrées. Avoir

un travail salarié est un *privilege* par rapport à être au chômage, mais être cadre donne des *privileges* par rapport à être employé. La primauté sur l'espace public est un *privilege* masculin. Beaucoup d'activités sont des *privileges* réservés aux personnes valides. Aussi important, par ces discriminations croisées, il est parfaitement possible d'être simultanément dans une ou plusieurs classes dominantes, avec leur lot de *privileges*, et une ou plusieurs classes discriminées. Le féminisme marxiste, qui traite en particulier l'intersection entre les discriminations économiques et sexistes, définit les classes productives (travail salarié) et reproductive (ce qui tourne autour du couple, comme les enfants, l'entretien du ménage commun). Le capitalisme utilise cette division du travail entre les sexes à son avantage, et s'en accommode très bien, poussant le modèle patriarcal à l'extrême dans la guerre lors-qu'il répartit les rôles entre les forces combattantes et le renouvellement de ces forces. Si le concept de patriarcat n'est pas abandonné par le féminisme intersectionnel et garde son utilité analytique, il est renforcé par un modèle plus général, la kyriarchie (du grec *kyrios* – le seigneur, le maître – et *archo* – diriger, gouverner) qui représente cette pyramide des pouvoirs, avec à son sommet l'homme hétérosexuel, blanc, bourgeois, valide et pratiquant la religion dominante.

Diviser pour mieux régner

Les partis de gauche, en particulier les partis communistes, appliquent déjà une approche intersectionnelle implicite lorsqu'ils luttent pour la décolonisation, pour les petits paysans, pour les personnes handicapées, les plus jeunes et les plus âgées, contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, et la transphobie. Ces luttes peuvent

L'argument de la libération de la femme utilisé pour justifier l'interdiction du voile n'est qu'un prétexte?

Complètement. J'ai souvent un problème avec la façon dont les termes «liberté» ou «libération» sont utilisés. On met beaucoup en avant ces grands concepts pour jeter de la poudre aux yeux des gens, les faire se sentir libre, alors qu'en fait, ils sont conditionnés de partout. Je répète ma question: de quoi veut-on me libérer? Je suis une femme adulte, fière d'être musulmane. Je crois en un Créateur et je me soumetts à ses lois. Aujourd'hui, on veut m'obliger à renoncer à ça pour être soumise à une autorité qui m'agresse et me dit: «Ici, on ne t'accepte pas comme tu es, tu ne nous plais pas».

«Je me fais régulièrement agresser»

Qu'est-ce que le fait d'être voilée vous a posé comme problèmes concrets?

On m'a refusé des places de stages, des emplois. Je me fais régulièrement agresser. Les plus courageux m'insultent directement, puis se sauvent, les autres se contentent d'un langage non-verbal... qui est tout de même très parlant! On me compare aux femmes non voilées en me demandant si je ne pourrais pas m'habiller «normalement». Je suis cho-

quée de voir que certaines entreprises ne se gênent pas à signaler dans leurs règlements internes que les femmes voilées ne sont pas admises. Et Je trouve ça paradoxal, alors que je vis dans un pays de «libertés» et d'ouverture d'esprit.

En général, dans les débats autour du port du voile, les grandes absentes sont les femmes musulmanes, qui sont pourtant les premières concernées...

Le problème, c'est que ce genre de débat se situe toujours au niveau de l'affect. On ne raisonne pas, on n'essaie pas d'expliquer ou de comprendre. Evidemment, en face, les femmes musulmanes répondent avec la même logique. Si elles prennent la parole, c'est pour essayer de se justifier, pour assurer qu'elles ne sont pas obligées de porter le voile. Elles rentrent dans le même mécanisme dangereux qui laisse la place au sentimentalisme, au lieu d'avoir un discours d'appel à la réflexion. Mais quand tu prends la parole pour dire les choses comme elles sont, on ne te prend pas en considération, on s' imagine qu'il y a un homme derrière qui te pousse à dire ça. Donc les femmes qui veulent parler et amener un raisonnement, on ne les voit pas, car elles nourrissent pas la politique islamophobe du moment.

Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui disent que porter le voile est un signe de manque d'intégration?

J'ai beaucoup de problèmes avec ce terme. En fait, j'ai des problèmes avec beaucoup de termes! (rires) Pour moi, l'intégration signifie parler la langue du pays et connaître le fonctionnement du système politique dans lequel tu vis. C'est fondamental pour pouvoir vivre dans la société et non pas à sa frontière. Cela fait 18 ans que je suis en Suisse, je parle le français, j'ai fait des études universitaires. C'est bon, je suis intégrée! Avec le voile, on touche à quelque chose de très personnel qui ne change rien à mon intégration. La langue? Je la parle. Les études? Je les ai faites. Des amis suisses? J'en ai. Alors où est le problème?

Avez-vous un message à transmettre aux femmes qui soutiennent l'interdiction en prétendant vouloir aider des musulmanes?

Tout simplement: aidez-vous déjà vous-mêmes! Soyez déjà lucides sur votre condition. Et creuser les vrais problèmes. Se battre pour moi au nom de la libération des femmes ne m'amènera rien de bon. Au contraire, ça ne fera probablement qu'empirer ma situation. ■

Propos recueillis par Amanda Ioset

L'armée en plus du «service maternité»? Non, merci!



Rendre le service militaire obligatoire pour les femmes: voilà l'idée géniale qui a été présentée par la Société suisse des officiers, mi-février, et défendue par son président, le brigadier Denis Froidevaux, séduit par le modèle norvégien du service militaire obligatoire pour tous introduit en janvier. Selon le Vaudois, une telle réforme de l'armée serait un «compliment fait aux femmes», «qui peuvent être d'aussi bons soldats que les hommes, et à tous les postes». L'idée ne serait donc pas d'augmenter les effectifs de l'armée helvétique, mais d'augmenter leur qualité et d'élargir les possibilités de choix. «Dans dix ou vingt ans, le plus gros souci de l'armée sera de s'assurer de la qualité de ses cadres», explique le brigadier Froidevaux, qui parle de «dynamique positive» créée par la présence des femmes dans l'armée. «Afin de profiter des avantages de ce mélange des sexes, la part des effectifs féminins devrait être d'au moins 30% du total», suggère-t-il. Cela au nom de l'égalité, bien sûr. Comme le relèvement de l'âge de l'AVS de 62 à 64 ans, voté en 1995, et à 65 ans, comme nous le prépare la réforme d'Alain Berset, contre laquelle nous allons défiler à Berne, samedi 7 mars. L'argument massif de ce genre de propositions, c'est que les femmes devraient avoir les mêmes devoirs que les hommes, puisqu'elles ont les mêmes droits. Seulement voilà, les femmes ne connaissent pas l'égalité dans les faits: elles gagnent toujours 20% de moins que les hommes, malgré la loi de 1981, elles assument 80% des tâches ménagères et éducatives. 80% du temps partiel est dévolu aux femmes, ce qui pèjore leur retraite, enfin, elles assument ce qu'on peut appeler le «service maternité». Nous, vouloir les contraindre au service militaire obligatoire, ce serait vraiment surcharger le bateau. Ça suffit comme ça, merci.

Où est le Deuxième sexe?

ARTS ET LITTÉRATURE • De tout temps, les femmes écrivaines, peintres, artistes ou scientifiques n'ont pas obtenu une reconnaissance égale à celle des hommes, aussi bien dans les encyclopédies que dans les manuels scolaires.

Faisons un test, pour commencer. Pensez à deux noms de la littérature romande... Je parie qu'il s'agit de deux hommes. Si oui, pouvez-vous nommer au moins une femme? On peut procéder ainsi pour la littérature française, anglaise, allemande, italienne, etc., ou encore le cinéma, le théâtre, la musique, les beaux-arts. Vous trouverez facilement plein de noms d'hommes, peu ou pas de femmes. Certes, celles-ci ont moins écrit, peint, sculpté, composé que les hommes, parce que l'instruction en général, les hautes écoles en particulier, leur étaient fermées, et cela jusqu'au début du 20^{ème} siècle, alors que les hommes détiennent la parole et la pratique des arts depuis 5'000 ans. Ils portaient donc avec une confortable avance. Mais depuis le milieu du 20^{ème} siècle, les femmes ont investi tous les domaines. Hélas, les auteurs de dictionnaires, d'encyclopédies et autres sommes – généralement des hommes – n'ont toujours pas intégré cette donnée dans leur système de pensée. Ouvrez *Le Petit Robert*, par exemple, vous ne trouverez presque aucune citation signée par une femme. Du côté des noms propres, la place des femmes est misérable. Les femmes restent dans l'ombre. Aujourd'hui encore, un-e élève peut faire toute sa scolarité sans avoir jamais entendu parler de l'apport des femmes à la littérature, aux arts et aux sciences (à part Marie Curie, que les manuels ne peuvent guère éviter). Même à l'université, en lettres, par exemple, les programmes ne comportent aucune auteure femme. Non seulement cela ne rend pas justice aux femmes, mais produit un effet dévastateur chez les petites filles, les adolescentes et les femmes: elles ne se sentent pas concernées par les arts ou les sciences puisqu'elles ne peuvent pas s'identifier à des modèles.

Comment remédier à cette situation? Selon moi, il faudrait sensibiliser les enseignant-e-s à cette problématique. Il ne s'agit naturellement pas de réinventer l'histoire, mais d'expliquer, pour commencer, pourquoi les femmes en sont absentes, quelles étaient les

conditions d'éducation, les rôles dévolus aux deux sexes par la société, etc. Avant l'élaboration des manuels scolaires, voire des dictionnaires et encyclopédies, il faudrait exiger de leurs auteur-e-s qu'ils soient attentifs à l'apport des femmes et leur accordent une place qui lui correspond. Enfin, il faudrait exiger des professeur-e-s d'université de ne pas oublier les femmes dans leurs programmes.

Sonia Delaunay, une artiste bien plus prolifique que son mari

Je me souviens d'une exposition de peinture à Beau-bourg, fin des années 70, dont une partie était dédiée aux artistes de la première moitié du 20^{ème} siècle. Il y avait naturellement Picasso, Braque, Klee, Chagall, Miro, Matisse, Magritte, et d'autres. C'est une période que j'apprécie particulièrement et je me régalaïs. Soudain, je tombe sur le couple Delaunay, Robert et Sonia. Curieuse, je m'empare d'une des fiches explicatives plastifiées à disposition. Quelle ne fut pas ma stupefaction d'y lire «Robert Delaunay» et un article lui étant dédié, avec seulement quelques lignes, en bas, sur Sonia! A l'époque, je connaissais mal leurs œuvres. Depuis, je me suis renseignée. La présentation était d'autant plus injuste que Sonia a survécu à son mari pendant 25 ans, pendant lesquels elle a beaucoup produit. Mais surtout, son œuvre est bien plus variée que celle de son mari. Elle a été pionnière dans l'utilisation du textile, dans l'assemblage de coupons, la création de collages, de reliures de livres en papier appliqués et déchets de tissus, la peinture sur objets, même sur des voitures prestigieuses, ou encore la création de robes. Dès 1927, ses motifs géométriques sont achetés dans le monde entier, repris et copiés, jusqu'à nos jours. Elle a également exécuté de monumentales peintures murales et réalisé en ciment coloré la porte du premier *Salon d'Art mural*, dont les motifs s'apparentent déjà à l'art cinétique. Le critique Michel Seuphor lui rend un hommage appuyé, en

déplorant que la critique l'ait si longtemps maintenue dans l'ombre de Robert, «toujours à côté de lui pour le soutenir», alors qu'elle est en avance sur lui. Le Musée national d'art moderne, le Centre Georges-Pompidou et la Bibliothèque nationale de France possèdent la majorité des œuvres de Sonia Delaunay, dont 2'000 ont déjà été scannées et répertoriées. Il s'agit de la première tentative destinée à faire connaître l'étendue de l'œuvre de cette artiste, qui a participé aux mouvements déterminants du 20^{ème} siècle dont l'Art abstrait, Dada, Cercle et carré, et pour laquelle il n'y a toujours pas de catalogue raisonné. En outre, le dictionnaire Laclotte-Cuzin lui accorde moins d'une page, tandis qu'il en consacre deux à Robert!

De même, dans une ancienne version du *Petit Larousse*, sous «Curie», il y avait un article consacré à Pierre, et à la fin, quelques lignes sur Marie. Elle n'avait pas droit à un article à son nom. Or, c'est, des deux, celle qui a le plus œuvré à la découverte de la radioactivité et, fait unique dans les annales, reçu deux fois le prix Nobel (de physique en 1903 et de chimie en 1911). Et puisque nous en sommes en sciences, rappelons que c'est une femme, Ada de Lovelace, qui a inventé l'informatique en 1843, et une autre, Rosalind Franklin, qui découvrit l'ADN en 1953. Elle mourut cependant trois ans avant la remise du prix de médecine à quatre collaborateurs en 1963, qui, comble du machisme, omirent de citer sa contribution majeure.

Ces exemples prouvent à quel point on continue de minimiser l'apport des femmes. Machisme congénital? Jalousie? Aveuglement d'hommes longtemps mis au centre des sociétés?

Tout le monde devrait lire «Le Deuxième sexe»

Du côté de la littérature, je ne rappellerai que quelques noms, dont celui de Mme de la Fayette, qui a inventé le roman, les sœurs Brontë, si douées, qui ont su créer un univers unique, Colette, Virginia Woolf, Karen

Huguette Junod

* Cf. *Si les femmes nous étaient contées...*, Huguette Junod, DIP 2005.

Annick Ecuyer

Article paru dans *L'Encre rouge*

114

Des femmes en première ligne contre l'Etat islamique

SYRIE • Combattantes de la résistance kurde en Syrie, Nassrin Abdalla et Asya Abdallah, témoignent de la singularité du combat qui s'est joué à Kobané. Profondément féministe et démocratique.

Elles sont le visage de la lutte contre le fascisme religieux. Elles incarnent également le projet d'une société égalitaire, libre et démocratique, à l'opposé du califat obscurantiste de «l'Etat islamique», défait à Kobané. Asya Abdallah, coprésidente du Parti de l'union démocratique (PYD), et Nassrin Abdalla, commandante de la branche féminine des unités de protection du peuple (YPG), portent un projet de société progressiste pour la région et leur pays. Asya Abdallah et Nassrin Abdallah témoignent enfin des liens en construction avec une opposition démocratique syrienne que l'on dit déconforte. L'expérience politique menée au Rojava prouve que la Syrie peut se penser comme une nation libre, décentralisée et plurielle. L'urgence est au combat contre tous les groupes obscurantistes. Leur nécessaire défaite est intimement liée à la réflexion sur l'après-Bachar Al Assad.

Pouvez-vous nous raconter votre bataille de Kobané?

NASSRIN ABDALLA Un combat historique s'est joué et se joue toujours à Kobané. C'est un combat entre deux forces. «l'Etat islamique», doté de moyens très sophistiqués, et la résistance équipée d'armes légères. Cette lutte a néanmoins été couronnée de succès grâce à la volonté remarquable de nos combattant-e-s. Notre conscience et nos convictions nous ont permis de prendre le dessus. Il faut vraiment féliciter les combattant-e-s. L'autre singularité du combat de Kobané fut la place réservée aux femmes. Elles se sont distinguées par leur esprit de sacrifice, des dizaines de camarades sont ainsi tombées au champ de bataille. Elles constituent en réalité tout le symbole du combat de Kobané, et l'un des secrets de la défaite de «l'Etat islamique» puise son origine dans la combativité de la femme.

Quelles sont les conditions de vie sur le terrain?

NASSRIN ABDALLA Nous sommes actuellement en plein hiver. Dans le froid, des conditions climatiques extrêmes, les camarades organisent la défense avec leurs faibles moyens. La ville de Kobané reste encerclée de toutes parts. Les combattants doivent optimiser les moyens dont ils disposent. Ils tiennent désormais des positions de défense dans les zones libérées et des opérations de combat sont en cours dans les villages alentour.

A quel type de société aspirez-vous au Rojava, le Kurdistan de Syrie?

ASYA ABDELLAH Un peuple non organisé, non animé par une conscience politique, ne peut obtenir sa liberté. A ce titre, la lutte du Rojava puise son inspiration dans une haute philosophie de défense de la liberté et de la démocratie. Le centre de notre combat réside dans la liberté des femmes. Nous œuvrons à une nation démocratique en Syrie et à la fraternité des peuples. La société à laquelle nous aspirons et la gestion que nous mettons en place depuis trois ans au Rojava reposent sur la pluralité culturelle et confessionnelle, le vivre ensemble. Nous bâtissons ce modèle à partir des cantons et nous espérons que cet exemple se généralise à toute la Syrie. Je dois préciser que les unités de protection du peuple (YPG) et les unités populaires de défense des femmes (YPJ) ne visent pas seulement à défendre les Kurdes mais tous les peuples. Ce qui est important pour nous, l'est pour



Les femmes ont joué un rôle déterminant dans la reprise de Kobané. «Leur combativité est l'une des clés de la défaite de l'Etat islamique», précise Nassrin Abdalla. Frédéric Lafargue

l'ensemble de la société. Nous ne pouvons imaginer une société qui ne sappuierait pas sur les aspirations du peuple. Notre conception de l'organisation part de la base, des communes, des conseils, tous élus démocratiquement. Nous donnons également de l'importance aux organisations de la société civile et au développement de l'économie sous la forme de coopératives. L'éducation est un autre pilier. C'est pour cela qu'il existe, dans toutes les régions, des académies pour la formation populaire. Enfin, l'autodéfense est également très importante. Nous négocions personne mais nous souhaitons pouvoir organiser la défense contre quiconque voudrait nous attaquer.

Quelle est exactement la place des autres communautés du Rojava dans votre construction sociale?

ASYA ABDELLAH Toutes les communautés avec lesquelles nous vivons ont conscience de l'efficacité de notre conception. Dans les organisations de défense extérieures ou de sécurité, il n'y a pas que des Kurdes mais également des Arabes, des Syriens... Tous ont donné des martyrs. Nous vivons ensemble au Rojava et lorsqu'un danger pèse sur une communauté, il retentit sur toutes les composantes de la société. Notre système démocratique se dote désormais d'une expérience solide et nous proposons un projet pour l'ensemble de la Syrie. Pour cela, nous souhaitons travailler avec toutes les composantes de l'opposition syrienne. Nous avons besoin d'un soutien politique pour que nos acquis démocratiques soient protégés au Rojava. Nous avons également un projet pour la reconstruction de Kobané. Nous espérons que toutes les forces démocratiques et tous ceux qui ont soutenu la lutte pour la libération de Kobané participent à cette reconstruction. Actuellement, le Rojava est encerclé et nous avons besoin d'ouvrir un corridor entre plusieurs cantons, dont ceux de Djeziré et de Kobané. C'est capital.

La coopération avec les pays de la coalition est-elle amenée à évoluer?

NASSRIN ABDALLA Toutes les forces qui considèrent «l'Etat islamique» comme un ennemi doivent coopérer et mener un travail commun. Les Kurdes ne sont pas les seuls ennemis de «l'Etat islamique». C'est vrai, ces dernières semaines, le combat s'est déroulé à Kobané, mais on voit à quel point les djihadistes tentent d'étendre leur emprise. «L'Etat islamique» ne s'en prend pas à une nation mais à l'humani-

té. La coopération est donc essentielle pour faire reculer le terrorisme. La combativité de nos troupes était essentielle mais il ne faut pas sous-estimer l'aide apportée par les frappes de la coalition.

ASYA ABDELLAH Nous menons également des discussions autour de la reconstitution des forces armées syriennes et nous considérons que les unités populaires de protection peuvent former le noyau de cette force. Le moment est, selon nous, opportun pour que des relations s'établissent. C'est essentiel car les troupes de «l'Etat islamique» disposent d'armes lourdes quand notre peuple, pour se défendre, a recours à des collectes de fonds, à l'aide de la population.

Quel est l'état de vos relations avec les forces démocratiques syriennes? Quels sont les obstacles? Quelles lignes sont susceptibles d'évoluer afin d'établir une Syrie démocratique?

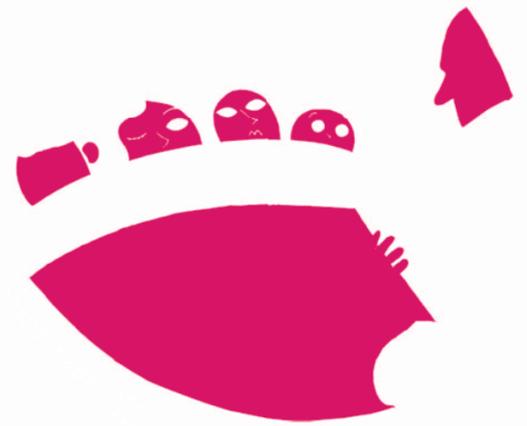
ASYA ABDELLAH En tant qu'élément de l'opposition syrienne, nous entretenons des relations avec l'ensemble des forces, et surtout celles de l'intérieur. Nous essayons actuellement d'établir un dialogue avec l'opposition de l'étranger. Si l'opposition est démocratique, elle doit reconnaître le droit des Kurdes car nous sommes une composante de la Syrie. Nous considérons que l'opposition qui ne reconnaît pas nos droits ne peut se revendiquer de la démocratie. Nous menons la lutte en ce sens. Nous avons participé aux dernières réunions du Caire et de Moscou et espérons que la révolution du Rojava inspire le futur de la Syrie. Car, seul un système démocratique est à même de gérer la mosaïque syrienne. En tant que Kurdes, nous n'acceptons plus un Etat centralisé et des lois imposées par le haut. Nous voulons vivre ensemble dans un système décentralisé. La lutte pour la liberté ne connaît néanmoins pas de frontières. Tant que la lutte se poursuit, l'espace dévolu à la liberté s'élargira. Et la beauté avancera. Nous entendons servir la cause des femmes et du peuple dans son entier. C'est pour cela que nous avons des projets ambitieux. De longues années de lutte demeurent nécessaires car la société a subi beaucoup d'effets pervers. Le régime a beaucoup réprimé, a persécuté les femmes. Notre combat vise à ce que les femmes reprennent possession d'elles et que la société vive pour elle-même, selon ses valeurs, sans restriction. Nous œuvrons pour une vie meilleure. Jusqu'à la vie, la lutte continue. ■

Propos recueillis par la rédaction de «l'Humanité»

PARTENARIAT

1,5 milliard d'économies sur le dos des femmes. C'est ça l'égalité?

**NON À LA RETRAITE À 65 ANS!
OUI À L'ÉGALITÉ SALARIALE!**



**M TOUTES ET TOUS A BERNE
LE 7 MARS 2015!
13h30, Schützenmatte**

A «Gauchebdo», les femmes tiennent toute leur place

J'ai commencé la semaine par une séance de rédaction à Gauchebdo. Ce n'est pas la première en quasi deux ans de présidence, bien entendu, mais celles qui précèdent la semaine du 8 mars sont tout spécialement féminines.

Les idées foisonnent, les sujets fusent: «Non, quand même, il faut garder l'interview de cette femme pour la double page qui est prévue dans quelques numéros. Tu as mentionné le nom d'une autre femme... prenons plutôt ce portrait pour cette édition.»

Mais, au fond, qu'est-ce qui différencie une séance de rédaction pré-8 Mars et une séance de rédaction des 39 autres numéros? Rien, à part qu'il n'y a pas d'hommes autour de la table. Les femmes ont leur place. Faut-il encore le relever? Si Gauchebdo est façonné par des hommes et des femmes tout au long de l'année, celles-ci, les signataires le démontrent semaine après

semaine, ont toute leur place.

Gauchebdo est géré par un comité de bénévoles d'une parité exemplaire, 4 femmes et 4 hommes. La conférence de rédaction est présidée par une femme. La présidence de la Société d'édition est tenue par une femme. Les abonnements ont quasiment toujours été gérés par des femmes.

Gauchebdo est une équipe composée de personnes qui tiennent à cet hebdomadaire fragile et qui le font vivre et parfois survivre depuis 71 ans. C'est ensemble qu'elles et ils ont maintenu Gauchebdo à flots tout comme aujourd'hui nous le faisons.

Je ne finirai pas ma semaine par le bouclage de ce numéro, mais Juliette, Jérôme et Alexandre, oui. Un grand merci à elle et à eux de finaliser chaque semaine ce journal indispensable. ■

Helena de Freitas, présidente de la Société d'édition de «Gauchebdo»

GAUCHEBDO

ABONNEMENT

Chaque semaine, la tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui veulent changer la société. Abonnez-vous!

<input type="checkbox"/> Abonnement au journal papier		<input type="checkbox"/> Abonnement pdf	CHF 110.-
<input type="checkbox"/> Soutien	CHF 250.-	<input type="checkbox"/> Abonnement papier + pdf	
<input type="checkbox"/> 1 an	CHF 150.-	<input type="checkbox"/> Soutien	CHF 250.-
<input type="checkbox"/> 1 an réduit	CHF 75.-	<input type="checkbox"/> 1 an	CHF 200.-
<input type="checkbox"/> 6 mois	CHF 80.-	<input type="checkbox"/> 1 an réduit	CHF 125.-
<input type="checkbox"/> 6 mois réduit	CHF 40.-	Si vous souhaitez combiner votre abonnement papier avec le pdf, rendez-vous sur www.gauchebdo.ch/pdf	
<input type="checkbox"/> Essai (3 mois ou 12 numéros)	CHF 10.-		

Tarif réduit pour apprenti-e-s, étudiant-e-s, chômeur-se-s, AVS/AI. Merci de joindre un justificatif.

Nom : Prénom :

Adresse : NPA - localité :

Téléphone : Courriel :

A renvoyer à **Gauchebdo, Service des abonnements, case postale 168, 1211 Genève 13**
Vous pouvez aussi vous abonner par téléphone (079 686 79 37) et sur le web (www.gauchebdo.ch/abo)